



Un tireur de la Nouvelle-Écosse tue 22 personnes lors de la fusillade de masse la plus meurtrière du Canada

Par [Roger Jordan](#)

Région : [Le Canada](#)

Mondialisation.ca, 23 avril 2020

[wsws.org](#) 22 avril 2020

Dans un effroyable déchaînement à travers les régions rurales du nord de la Nouvelle-Écosse, au Canada, Gabriel Wortman, 51 ans, a tué par balles au moins 22 personnes samedi soir et dimanche matin. Des policiers enquêtant sur la fusillade de masse la plus meurtrière de l'histoire du Canada disent que le propriétaire d'une petite entreprise de denturologie à Halifax a ouvert le feu sur 16 scènes de crime distinctes avant qu'il ne soit attrapé et tué par balle par des agents de la GRC à Enfield, à environ 100 kilomètres du début de sa tuerie.

Indiquant que le massacre était planifié, Wortman portait un faux uniforme de la GRC et conduisait une voiture de police banalisée équipée pour donner l'impression qu'elle était toujours en service. Des renseignements sur ses antécédents indiquent qu'il désirait être officier de la GRC depuis son adolescence. Un voisin a déclaré à la Presse canadienne que Wortman avait acheté plusieurs vieilles voitures de police au fil des années. Il collectionnait apparemment des objets reliés à la GRC.

Les enquêteurs disent que la plupart des victimes de Wortman semblent avoir été choisies au hasard, mais il a commencé par viser plusieurs personnes qu'il connaissait. Selon une source policière citée par le *Toronto Sun*, Wortman a d'abord abattu son ex-conjointe et le nouveau petit ami de cette dernière vers 22h samedi, avant de monter dans sa voiture et s'en prendre à des voisins.

Dans la petite communauté de Portapique, où Wortman a commencé sa frénésie meurtrière, plusieurs victimes ont été retrouvées tuées dans leurs maisons et cinq bâtiments ont été incendiés. Bien que certaines victimes n'aient pas encore été identifiées, le tireur a tué un policier, deux agents de santé de première ligne, un enseignant du primaire, deux agents correctionnels, un pompier à la retraite et une famille de trois personnes. Les autorités préviennent que le nombre de morts pourrait augmenter lorsque tous les bâtiments incendiés seront examinés.

Wortman possédait deux cliniques de denturologie à Halifax et à Dartmouth à proximité. Il possédait également plusieurs propriétés, dont une grande maison à Portapique, située à environ 130 kilomètres au nord-ouest de Halifax. On ne peut pas dire si la pandémie de coronavirus et ses retombées économiques ont joué un rôle dans le déclenchement de la violence de Wortman, mais on sait que ses entreprises ont été fermées lors de l'état d'urgence dans la province. Bien qu'il ait été décrit comme un millionnaire, il est possible

que Wortman ait été soumis à des tensions financières étant donné le krach boursier et d'autres chocs économiques récents.

Comme le déchaînement sanglant de Wortman s'est étendu sur une vaste zone, de nombreux Néo-Écossais connaissent quelqu'un directement touché par le massacre. Un militant anti-violence d'Halifax a organisé une veillée aux chandelles en ligne pour permettre à des amis et à des proches de rendre hommage sans enfreindre les règles de distanciation sociale en place pour freiner la propagation du coronavirus.

Quel que soit le déclencheur immédiat des actes de Wortman, les tirs de masse en Nouvelle-Écosse sont l'expression d'une société de plus en plus dysfonctionnelle. Marqué par les inégalités sociales et la pauvreté de masse et dirigé par une élite dirigeante qui est impliquée profondément dans l'agression et la guerre à l'étranger, le capitalisme canadien est un ordre social brutal qui engendre régulièrement des explosions de violence homicide. Depuis 2014, le Canada a été témoin d'une série de massacres, dont plusieurs liés à l'extrémisme de droite. Ceux-ci incluent:

- 4 juin 2014: Justin Bourque a ouvert le feu sur des agents de la GRC avec un fusil d'assaut à Moncton, au Nouveau-Brunswick, faisant trois morts et deux blessés.
- 29 décembre 2014: Un homme d'Edmonton soupçonné de violence familiale a tué six adultes et deux enfants dans deux maisons de la ville.
- 29 janvier 2017: Alexandre Bissonette, étudiant aux vues d'extrême droite, a attaqué la mosquée de Québec. Il a tué six fidèles et en a blessé huit autres.
- 23 avril 2018: Alek Minassian a conduit une camionnette blanche le long d'un trottoir de Toronto, tuant 10 passants et en blessant 16 autres.
- 23 juillet 2018: un homme armé a ouvert le feu dans le quartier Greektown de Toronto, tuant une fille de 10 ans et une femme de 18 ans. Treize personnes âgées de 10 à 59 ans ont été blessées, dont un adolescent paraplégique.
- 10 août 2018: un homme armé a ouvert le feu à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, abattant deux policiers et deux civils.
- 28 juillet 2019: Un homme de 23 ans à Markham, en Ontario, a tué quatre membres de sa famille en leur tranchant la gorge avec un couteau.

En 2019, Toronto, la plus grande ville du Canada, a connu sa pire année de violence armée, avec 760 personnes atteintes de projectiles, dont 43 sont décédées. Au cours d'un week-end d'août, il y a eu 17 fusillades distinctes. Le taux de violence armée a triplé depuis 2014. En 2017, les homicides commis avec une arme à feu à l'échelle du Canada ont atteint un sommet en 25 ans.

Le premier ministre Justin Trudeau a offert, tout comme les démocrates aux États-Unis, des platitudes creuses en réponse aux événements du week-end dernier, et a affirmé que la flambée de violence armée pouvait être combattue en imposant des contrôles plus stricts des armes à feu. « En ce qui concerne le contrôle des armes à feu, nous avons pris des engagements très sérieux pendant la campagne électorale et nous avons avancé – et nous allons de l'avant – pour nous assurer de renforcer le contrôle des armes à feu dans ce pays », a déclaré Trudeau lundi.

Mis à part le cynisme évident de telles déclarations, étant donné que les libéraux n'ont pas imposé de lois plus sévères sur les armes à feu malgré qu'ils soient au pouvoir depuis plus de quatre ans, les remarques de Trudeau évitent délibérément les véritables questions. Le premier ministre ne veut pas et ne peut pas discuter honnêtement des causes sociales et politiques sous-jacentes à la flambée de violence armée au Canada au cours des dernières années, car cela revient à inculper les politiques de droite, pro-austérité et en faveur de la guerre adoptées par l'ensemble de l'establishment politique.

La montée abrupte des inégalités sociales et la propagation de la pauvreté absolue et de l'itinérance, en particulier dans les centres urbains du Canada, sont l'un des moteurs de l'augmentation de la violence. Depuis que le gouvernement fédéral libéral a imposé les plus importantes réductions des dépenses sociales de l'histoire du Canada au cours des années 1990, tous les partis politiques ont agi selon un consensus pour offrir des taux d'imposition ultras bas aux entreprises et aux super riches et affamer le secteur public et les services sociaux avec l'austérité budgétaire.

En janvier, le rapport annuel du Centre canadien de politiques alternatives a révélé que les 100 plus riches PDG du pays gagnaient 227 fois plus que le travailleur moyen en 2018, ce qui était un record. Un rapport de la Toronto Foundation a noté l'année dernière que la personne typique dans les 50% les plus pauvres de la population de la ville avait gagné 6000 \$ de moins en 2016 qu'en 1982, en utilisant les valeurs de 2016 comme mesure. En revanche, la personne moyenne dans le premier pour cent gagne 99.400 \$ de plus qu'en 1982.

Remarquant la forte augmentation de la violence armée à Toronto ces dernières années, Wendy Cukier, chef de la Coalition for Gun Control, a déclaré à NPR en août 2019: «La pauvreté absolue n'est pas nécessairement un moteur de violence, la disparité l'est, donc les inégalités en termes d'opportunités. Et nous voyons les divisions à Toronto augmenter ces dernières années. Et il ne fait aucun doute que cela motive cette violence.»

Les niveaux flagrants d'inégalité sociale sont encore augmentés par la réponse du gouvernement fédéral au coronavirus. Les libéraux de Trudeau, avec le soutien de tous les partis d'opposition, ont renfloué les banques et les grandes entreprises à hauteur d'au moins 650 milliards de dollars, qui seront tous récupérés par une exploitation accrue de la classe ouvrière et une intensification des mesures d'austérité. Pendant ce temps, les travailleurs licenciés en raison de la crise reçoivent des rations sous la forme de la Prestation canadienne d'urgence, qui offre à peine 2000 \$ par mois pendant un maximum de quatre mois.

Le militarisme et la guerre imprègnent aussi la société canadienne. Le Canada est en guerre pratiquement sans interruption depuis que l'Aviation royale canadienne s'est jointe au bombardement de la Serbie par l'OTAN en 1999. De l'Afghanistan à Haïti, de la Libye à la Syrie et à l'Irak, l'impérialisme canadien a été impliqué dans une longue série de guerres d'agression sanglantes menées par les États-Unis et des opérations de changement de régime qui ont tué collectivement des millions de personnes et détruit des sociétés entières.

Les politiciens déclarent régulièrement que les grands problèmes mondiaux auxquels fait face l'élite dirigeante canadienne peuvent être résolus par la force des armes. En 2017, par exemple, la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Chrystia Freeland, a déclaré lors de la présentation de la nouvelle politique de défense nationale du gouvernement libéral que la «force dure», c'est-à-dire la guerre, était un élément clé du passé du Canada et

demeurerait au centre de son avenir.

L'explosion du militarisme et de la guerre va de pair avec une glorification de la police et des services de renseignement au nom de la soi-disant «guerre contre le terrorisme». L'engouement de Wortman pour la police était indubitablement nourri par ce climat réactionnaire général.

Roger Jordan

Article publié en anglais, WSWS, le 22 avril 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Roger Jordan, wsws.org, 2020

Articles Par : **[Roger Jordan](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca